

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/362/Add.5

12 janvier 2004

(04-0076)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Questions complémentaires du Japon adressées à la Chine

Addendum

La communication ci-après, datée du 22 décembre 2003, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Les questions sont fondées sur les réponses de la Chine figurant dans le document IP/C/W/374/Add.5.

1. En ce qui concerne le complément de réponse à la question n° 4, le Règlement sur les critères relatifs à la redevance pour les organismes de radiodiffusion et de télévision a-t-il déjà été établi? Veuillez nous en communiquer une copie sur support papier, et/ou nous donner des précisions sur le projet de texte, y compris sur les modalités de la répartition de la redevance aux détenteurs de droits par les organismes de radiodiffusion. (Les organismes de radiodiffusion répartissent-ils directement la redevance aux détenteurs de droits? Ou une institution particulière est-elle censée gérer ces répartitions?)

2. S'agissant du complément de réponse aux questions n° 5 et 17, toutes les réponses à ces questions sont "à l'étude" depuis l'année dernière. Veuillez donner des précisions concernant "l'état d'avancement du débat" sur le seuil de déclenchement d'une procédure pénale. De plus, veuillez nous faire savoir quels sont les obstacles à l'abaissement de ce seuil. À votre sens, les recettes illégales provenant de la vente de 10 000 exemplaires de disques compacts pirates, exemple que nous avons donné dans la dernière question, ne sont-elles pas considérées comme obtenues à une "échelle commerciale", au sens de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, et, par conséquent, l'exemple cité ne constitue-t-il pas un acte qui "menace la société jusqu'à un certain point"?

3. S'agissant du complément de réponse à la question n° 11, nous nous demandons si des améliorations ont été apportées, par exemple au moyen d'une modification de la Loi douanière, aux deux points ci-après, qui pourraient être incompatibles avec l'article 41:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que "les procédures ne seront pas inutilement complexes ou coûteuses, ou qu'elles ne comporteront pas de délais déraisonnables ni n'entraîneront de retards injustifiés". Veuillez donner des renseignements à ce sujet.

- 1) Après l'injonction des services des douanes, les détenteurs de droits ne disposent que de trois jours pour examiner l'article et verser un dépôt (article 14 du Règlement régissant la protection douanière des droits de propriété intellectuelle).

./.

- 2) Aucune disposition ne précise qui doit supporter le coût de l'entreposage. Dans certains cas d'atteinte à la propriété intellectuelle, le coût de l'entreposage a été à la charge des détenteurs de droits.

4. S'agissant du complément de réponse à la question n° 16, voulez-vous dire que l'établissement du montant du dommage n'est pas une prescription juridique à laquelle est subordonné l'engagement d'une procédure administrative et que, même si les détenteurs de droits ne pouvaient pas établir le montant du dommage, les autorités chinoises pourraient engager cette procédure? Veuillez nous indiquer aussi dans quel article de la Loi sur le droit d'auteur sont énumérés les éléments de preuve que les détenteurs de droits devraient présenter. L'article 47 de la Loi sur le droit d'auteur, auquel vous vous référez dans votre réponse à la question n° 16, semble n'avoir aucun rapport avec l'obligation de fournir des éléments de preuve. La charge de la preuve, qui doit être apportée pour que des procédures administratives soient engagées, est-elle réduite du fait de l'entrée en vigueur en juillet dernier du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur?
